

## **POUR NOS SALAIRES, POUR UN SERVICE PUBLIC DE L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES, CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LA RIGUEUR ! CONTRE LE SABORDAGE DU RÉSEAU ACCOMPAGNÉ PAR L'UNML !**

### **La voix du Peuple piétinée par un Président imbu d'autoritarisme**

Le résultat des législatives est piétiné par un président imbu d'incurie et d'autoritarisme s'alliant les faveurs de l'extrême droite pour choisir un chef de gouvernement. Désormais, les idées et un programme tendance «préférence nationale» se répandent au Parlement. La « Start-Up Nation » glisserait-elle vers une « Start-up Nationaliste » ?

### **Loi de finances 2024 : la cata !**

### **Loi de finances 2025, le désastre pour les jeunes et les missions locales ?**

La Loi de Finances 2024 a été catastrophique pour le Service Public de l'Emploi. Pour les missions locales : c'est la réduction drastique du budget global pour l'allocation Pacea (Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Autonomie qui permettait de verser jusqu'à 6 fois 552 euros par année), c'est la réduction brutale du nombre de contrat CEJ (Contrat d'Engagement Jeune qui permet un accompagnement d'une année assorti d'une allocation de 552 euros par mois).

Ainsi, ce sont plusieurs dizaines de milliers de jeunes qui sont privés des ressources nécessaires à l'accomplissement de leur projet d'insertion sociale et professionnelle.

Des contrats CEJ en moins c'est autant de budget en moins pour chaque Missions Locales et c'est autant de jeunes laissés sans accompagnement renforcé !

### **Pacea, CEJ : Budget en berne pour les missions locales**

### **Macron se fout toujours plus de la Jeunesse et des missions locales**

De nombreux conseillers de missions locales se retrouvent sans solution face aux jeunes : Le Pacea est vidé de son allocation, Le CEJ est revu à la baisse : La Jeunesse devient une variable d'ajustement budgétaire !

### **À quoi joue l'UNML : Une soumission pour un sabordage complice ?**

L'UNML aux ordres du Gouvernement a encouragé : - La fin de la Garantie Jeune et son remplacement par le CEJ qui met fin à l'accompagnement des jeunes par un contrôle accru via l'instauration des 15h/20h d'activité, - La fin de l'accueil inconditionnel des jeunes, - La validation des 2 référentiels communs de France Travail « orientation » et « diagnostic » qui vont soumettre les jeunes aux algorithmes, - L'isolement des 437 missions locales en ne constituant pas de réseau fort et unifié etc...

### **Les salaires doivent être augmentés dans le réseau, le service public d'accompagnement des jeunes garanti, et des moyens suffisants alloués**

Le Budget 2025 doit être un budget offensif qui réponde aux besoins des jeunes dans le cadre de leur accompagnement par les missions locales. La CGT revendique toujours la fin du CEJ et le retour à la Garantie Jeunes. Le montant de l'enveloppe Pacea doit permettre d'accorder à tous les jeunes de percevoir l'allocation prévue par la Loi. L'État doit garantir les budgets des missions locales au moins à hauteur de ce qu'ils étaient en 2023, les Régions et les collectivités territoriales doivent financer correctement les missions locales.

**SUPPRIMONS L'ASSISTANAT AUX ENTREPRISES POUR RÉORIENTER LEURS 157 MILLIARDS D'AIDE  
VERS LES SERVICES PUBLICS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION  
LES POLITIQUES JEUNESSE SONT UNE PRIORITÉ**

**Ne laissons pas faire : AGISSONS, MANIFESTONS !**

**EN GRÈVE MARDI 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2024**